



Déclaration de la CGT – DDTM 44
Mission inter-inspection sur l'interdépartementalité
Echanges avec les organisations syndicales des différentes structures
Jeudi 9 décembre 2021

Au préalable, nous tenons à vous spécifier que nous comprenons pleinement la position des représentants du personnel de la DDPP 44 de ne pas assister à cette réunion.

En effet, tout comme eux nous appréhendons cette rencontre qui est d'entrée un jeu biaisé (nous avons une longue expérience sur le sujet, quand on nous demande notre avis, nous savons pertinemment que la décision est déjà prise).

Inviter les OS est devenu une simple formalité qui n'a souvent aucun effet sur l'orientation qui sera prise ultérieurement.

Nous sommes donc présents à cette réunion mais sans grande conviction.

Cependant nous en profitons pour vous donner notre sentiment et celui des agents sur le fonctionnement actuel de notre structure:

C'est un sentiment d'une atrophie et d'un dépréisement programmé et continu des services départementaux de l'État : fusions, réorganisations, mobilités forcées, abandon de missions publiques, changement de postes, reconversions, suppression d'effectifs, décroisements et transferts ministériels, fermeture de services et de sites, retrait des territoires ruraux , perte de technicité au profit de missions dites plus « régaliennes », travail en mode dégradé, mal-être, perte de repère et de sens...

Concernant les Risques Psychosociaux dans les services, une analyse rapide des facteurs des risques psychosociaux (RPS) dans les services montre qu'ils sont sensiblement les mêmes qu'auparavant, à savoir :

- effets des réorganisations imposées, restructurations incessantes des services générant une instabilité chronique des structures depuis plus de 10 ans (plus récemment la mise en place des SGCD, les futurs transferts des taxes d'urba, de l'aide à la pierre avec des effets anxiogènes sur les agents)
- la diminution continue et drastique des effectifs qui met une pression de plus en plus lourde sur certains agents,
- les ruptures de carrières ou les dégradations d'itinéraires professionnels liés aux réformes imposées par le gouvernement et son administration, aggravées par les Lignes directrices de Gestion
- l'épuisement professionnel et la tension au travail (pas d'adéquation entre les moyens et les missions dans certains cas),
- les conflits éthiques sur la valeur du travail,
- la perte du sens du travail,
- le manque de reconnaissance,

Par ailleurs, l'absence de perspectives est ressentie par nombre de personnels.

Nous constatons également une aggravation significative de la souffrance au travail de certains agents, dans plusieurs services et unités de la DDTM44 et bien au-delà de notre structure..

De façon diffuse, le ressenti général porte davantage l'empreinte du déclin que la marque de l'espoir.

Notre avis sur la mise en œuvre au plan interdépartemental de certaines missions.

Rappelons simplement, que cette pratique a été mise en œuvre pour pallier artificiellement à la pénurie des effectifs, en régionalisant nos missions.

Il est clair qu'elle n'est pas satisfaisante en soi.

Dans le contexte actuel préoccupant, précédemment évoqué, il est évident que sommes clairement contre un éventuel déploiement supplémentaire de ce type de pratique pour d'autres missions nous concernant.